

Proposition présentée par les députés:

MM. et Mme Sami Kanaan, Françoise Schenk-Gottret, Alain Charbonnier, Antoine Droin, Anne Mahrer et Antonio Hodgers

Date de dépôt: 10 juin 2003

Messagerie

Proposition de résolution

Désenclavement ferroviaire de Genève: la Confédération doit tenir ses engagements!

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant:

- l'importance cruciale, sur les plans économique, social et environnemental du désenclavement ferroviaire de Genève;
- les efforts importants fournis par le Canton de Genève pour mettre au point des projets et élaborer des bases concrètes pour leur réalisation;
- le vote unanime du grand Conseil en juin 2002 pour le lancement du projet de raccordement entre la Praille et les Eaux-Vives, permettant de raccorder les réseaux suisses et français et d'ouvrir la voie aussi bien au trafic régional qu'au trafic de grandes lignes;
- les travaux d'études déjà substantiels entrepris pour la concrétisation de ce projet;
- le projet concret de rénovation de la ligne du Haut-Bugey qui permettrait de gagner plus près d'une demi-heure sur le tracé du TGV entre Genève et Paris, projet faisant l'objet d'un accord officiel franco-suisse et dont le financement a été validé par un vote populaire en 1998;

- les engagements fermes pris par la Confédération pour assumer sa part de financement dans ces deux projets;
- le fait que cet investissement fédéral est parfaitement justifié aussi en termes d'équilibres confédéraux, après les investissements substantiels consentis ces dernières 20 années pour d'autres projets ferroviaires, y compris pour les agglomérations de Zurich et Berne;
- les informations très alarmantes selon lesquelles le Conseil fédéral propose de surseoir à ces investissements en raison de la crise budgétaire fédérale;
- l'information parue vendredi 6 juin annonçant que les CFF avaient éliminé de leur planification budgétaire d'ici 2006 les crédits de 40 millions destinés aux travaux préparatoires pour la ligne CEVA et qu'ils n'excluaient pas un abandon pur et simple du projet;
- le fait que Genève n'a pas à faire les frais de dépassements budgétaires massif pour les Nouvelles Liaisons Ferroviaires Alpines (chantiers du Lötschberg et du Gothard);
- la nécessité absolue pour Genève de tout entreprendre pour éviter ces reports qui pourraient être fatals aux deux projets;

invite le Conseil d'Etat

à tout entreprendre auprès des autorités fédérales afin d'obtenir un maintien des investissements fédéraux tels que prévus dans les engagements du Conseil fédéral, y compris en mobilisant la députation genevoise aux Chambres fédérales et tout autre canal approprié, et assure le Conseil d'Etat de son plein appui dans ses démarches.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames les députées,
Messieurs les députés,

Les nuages s'amoncellent depuis quelque temps sur les engagements du Conseil fédéral en matière de grands projets ferroviaires, et les 2 projets qui comptent pour Genève sont menacés par les propositions du Conseil fédéral en matière de coupes budgétaires. CEVA a été supprimé de la planification financière de CFF en tout cas jusqu'en 2006, et la ligne du Haut-Bugey est également menacée.

La balle est à présent dans le camp du Parlement. Genève doit impérativement se mobiliser, de manière aussi unanime que possible, pour défendre ces 2 projets qui sont vitaux. La qualité et les performances d'une infrastructure de transports restent l'un des facteurs les plus décisifs de la prospérité économique d'une région, et Genève ne peut se permettre une remise en question de ces 2 projets. De plus, CEVA constitue l'un des aspects majeurs d'une stratégie globale de développement des transports publics à Genève, sans laquelle nous allons droit vers la paralysie complète en raison de l'accroissement prévu de la mobilité.

C'est pourquoi, Mesdames les députées, Messieurs les députés, nous espérons que vous réserverez bon accueil à ce projet de résolution.